



Contribution de la FNME-CGT à la consultation publique n°2024-04 du 8 avril 2024 relative à l'évolution du prix repère de vente du gaz naturel (PRVG) et de la référence de coût d'approvisionnement

Préambule :

Depuis l'ouverture des marchés du gaz et aujourd'hui avec la fin des Tarifs réglementés, cela (TRVG) a entraîné une multiplication des offres fournisseurs. Ils plongent les consommateurs dans un méandre d'offres, basées principalement sur les prix de marché soumis à des facteurs exogènes, dont ils n'ont pas la maîtrise pour faire un choix éclairé. L'énergie gazière est gérée par une multiplicité d'acteurs qui ont chacun des intérêts propres et parfois divergents vivant au gré des injonctions du marché. L'utilisateur appelé aussi client est donc sous le coup de 2 risques : le risque prix et le risque de sécurité d'approvisionnement.

Contrairement au modèle historique des TRVG, la libéralisation des marchés a donc reporté sur l'utilisateur final ou client final les risques initialement portés par les majors historiques de la chaîne gazière. Cela se constate quand on voit le nombre de personnes qui restent encore au tarif historique, n'ayant aucune confiance au nouveau modèle qui soi-disant devait faire baisser les prix, comme avancé par notre président à cette époque.

C'est une erreur de penser que les consommateurs ou usagers arrivent à comprendre la structuration du prix de référence et les marchés de l'énergie dus au manque de transparence et de temps. En supprimant les TRVs, l'Etat fait porter la volatilité des prix d'achat sur les consommateurs, les prenant pour des acteurs économiques libres et éclairés, c'est une erreur fondamentale. Cette démarche n'a d'intérêt que pour les fournisseurs qui, ainsi, ne prennent plus aucun risque de retournement de marché, car toute la volatilité est portée par les clients.

Toute la construction du tarif repose sur le postulat que le client se fournit sur les marchés "secondaires" en réalité de vente de gaz naturel, à savoir le Point d'Échange de Gaz (PEG). Dans la réalité des flux physiques, le gaz arrive en France par le biais de contrats commerciaux de plus ou moins long terme, et avec des références de prix, parfois très éloignées du prix du PEG. Il s'agit là du marché primaire du gaz naturel, dont les prix ne sont pas publics.

Le tarif reflète donc de façon très maladroite l'empilement réel des coûts pour produire, transporter et distribuer du gaz en France. Il reflète en réalité le prix résultant de l'offre et de la demande entre des fournisseurs qui sont plus des détaillants et des revendeurs que des importateurs.

Ce tarif sert donc d'abord les intérêts des revendeurs, pour donner l'illusion d'un marché libre et non faussé. Alors qu'en réalité les plus gros fournisseurs de flux de gaz en France sont tenus entre les mains de d'acteurs comme (Engie, Total, EDF, Enie, Vattenfall). Certains de ces acteurs maîtrisent le prix sur toute la chaîne, de la production jusqu'à la vente, et dans une opacité la plus totale. Il suffit d'en juger par leurs superprofits lors d'un événement international majeur, alors même que les prix fixes auraient dû protéger les consommateurs et mettre à mal les fournisseurs. Dans les faits, seuls les revendeurs ont souffert, mais pas les primo-fournisseurs, ceux qui importent le gaz en France se sont bien rempli les poches.

La FNME-CGT revendique le rétablissement d'un TRVG qui permettrait aux usagers (particuliers, collectivités locales, syndicats et entreprises) la maîtrise de leurs factures. Pour aller plus loin, notre Fédération prône également un service public de l'énergie afin de répondre aux besoins de tous, à moindre coût et prenant en compte les aspects environnementaux dans leur globalité.

Pour la FNME CGT notre réponse à cette consultation ne réside que dans la possibilité de donner des repères ayant pour but d'aider les personnes qui se retrouvent perdues dans un système précédent qui était pour elle souvent plus simple.

Question 1 : Considérez-vous pertinent que la CRE continue de publier un prix repère ?

Oui, pour la FNME-CGT nous sommes favorables à ce que la CRE continue de publier un prix repère.

En tant qu'autorité régulatrice reconnue et indépendante des fournisseurs, la CRE est le seul acteur légitime pour publier des prix repères à un moment où le marché de la fourniture de gaz naturel est complètement ouvert à la concurrence sur les segments résidentiels et non résidentiels, depuis la disparition des tarifs réglementés de vente de gaz le 1^{er} juillet 2023.

Ces prix repères, même s'ils ne sont publiés qu'à titre indicatif, constituent une référence pour des usagers confrontés à une hausse des prix du gaz et à une diversité d'offres dont ils ne maîtrisent pas toujours les sous-jacents : 15 fournisseurs en moyenne proposent 20 offres de fourniture de gaz naturel différentes en termes de prix ou de conditions contractuelles.

La part des offres indexée sur le prix repère de la CRE de 36% montre le besoin d'une référence pour pallier partiellement la fin de TRVG. Par ailleurs, le taux relativement faible de changement de fournisseurs (2 à 4% par trimestre) permet de considérer que beaucoup d'usagers sont quasi-captifs de leur fournisseur : il est donc important qu'ils disposent d'une référence à laquelle ils peuvent comparer le prix qu'ils payent pour envisager un changement de fournisseur ou la renégociation de leur contrat.

Question 2 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'un PRVG « offres fixes », publié en complément du PRVG « variable » actuellement calculé par la CRE ?

Oui, Pour la FNME-CGT nous sommes favorables à la publication d'un PRVG « offres fixes ».

La CRE souligne que le prix repère de vente de gaz naturel qu'elle publie a un caractère indicatif et que les fournisseurs construisent librement leurs offres en fonction de leurs conditions d'approvisionnement, de leurs choix commerciaux, mais aussi des conditions contractuelles qu'ils proposent.

Ainsi, le prix d'une offre à prix fixe sur un an est susceptible de différer sensiblement du prix repère de la CRE qui reflète les variations mensuelles et trimestrielles du prix du gaz. En l'absence d'une référence relative aux offres à prix fixe, nous estimons qu'une grande partie des usagers n'ont aucun moyen de tenir compte, pour comparer les offres proposées par les fournisseurs, des conditions contractuelles qui leur sont associées, puisque ces « offres fixes » représentaient 44% du total des offres au troisième trimestre 2023.

Question 3 : Dans le cas d'une publication d'un PRVG « à prix fixe 12 mois », quelles composantes devraient selon vous différer des composantes du PRVG, et pourquoi ?

Pour la FNME-CGT le PRVG à prix fixe devrait nécessairement intégrer, s'agissant de la part fourniture, le prix du gaz sur le marché PEG pour la maturité souhaitée associé à un profil type de consommation d'un client particulier. Il serait donc à construire à partir d'une quote-part d'un produit "été", et d'une plus importante quote-part d'un produit "hiver". Il serait pertinent d'établir des prix différents pour des profils d'usagers de type P11 et P12.

Dans tous les cas, ce PRVG devrait refléter ce qu'un fournisseur ferait pour se couvrir à 100% sur les marchés contre la volatilité des prix de marché au moment de la signature d'un nouveau contrat, en tenant compte de tous les éléments connus à date.

En ce qui concerne la part réseau, le PRVG à prix fixe pourrait en outre intégrer une anticipation de l'évolution des tarifs des infrastructures au 1^{er} juillet dès que cette dernière aura été déterminée par la CRE.

Question 4 : Selon vous, quelles mesures complémentaires permettraient d'améliorer la compréhension des consommateurs face à la publication de 2 indices de prix joints ?

Question 5 : Êtes-vous favorable à l'intégration de produits de plus longue maturité dans l'approvisionnement du PRVG : augmentation de la part de produits trimestriels, introduction de produits « saison », voire « calendaires » ?

Oui, pour la FNME-CGT, nous sommes favorables à l'intégration de produits de plus longue maturité. Une telle évolution permettrait en effet d'accroître la stabilité du PRVG et de donner plus de visibilité aux consommateurs sur leur prix dans le cas où certains fournisseurs choisiraient de répliquer la stratégie d'approvisionnement retenue par la CRE.

Il serait pertinent que cette modification de la référence d'approvisionnement soit mise en place de manière progressive afin de ne pas limiter la transmission aux usagers de la baisse des prix gros dans un contexte de sortie de crise et de laisser aux acteurs le temps de s'y préparer.

Question 6 : Si oui, quels produits vous paraît-il raisonnable d'introduire et dans quelles proportions ?

Pour la FNME-CGT, l'inclusion dans le PRVG de produits à maturité 6 mois, voire 1 an, comme l'envisage la CRE, pourrait apporter plus de visibilité aux consommateurs sans poser un problème de liquidité aux fournisseurs qui souhaiteraient faire évoluer leur stratégie d'approvisionnement : la liquidité sur les marchés à terme est globalement bonne à horizon 3 ans.

Question 7 : Êtes-vous favorable à un allongement de la durée de lissage des produits de marché utilisés dans les références CRE ?

Oui, pour la FNME-CGT, nous sommes favorables à un allongement de la durée de lissage pour le calcul des références CRE dans le but de protéger les usagers contre la volatilité des prix du gaz sur les marchés de gros. Un tel mécanisme a été utilisé à plusieurs reprises dans la période récente (depuis 2019) pour stabiliser les TRVG : les durées de lissage peuvent atteindre 11 mois pour certaines cotations.

Question 8 : Estimez-vous que ces évolutions ne devraient concerner que l'une des deux références CRE ? Si oui, laquelle et pourquoi ? Le cas échéant, quel calendrier vous semble devoir être respecté pour de telles évolutions ?

Pour la FNME-CGT, nous estimons que ces évolutions devraient concerner l'ensemble des références CRE afin de permettre à la plus grande part des usagers de bénéficier de leurs effets, avec des effets directs sur les usagers à prix variable indexé PRVG et indirects sur ceux souscrivant une offre à prix fixe qui réplique la stratégie d'approvisionnement du PRVG « offres fixes ». Une mise en place au mois de novembre nous semble souhaitable : cela laisserait aux fournisseurs le temps de s'y préparer et permettrait de limiter le risque d'une hausse des prix du gaz en hiver dans un contexte de prix à termes actuellement stables à des niveaux bas par rapport à la période de crise.

Question 9 : Partagez-vous la proposition de la CRE sur l'évolution des coûts commerciaux hors « CEE » ? Identifiez-vous des composantes qui auraient évolué de façon importante et inédite depuis sa dernière étude ?

Pour la FNME-CGT, nous sommes favorables au maintien du niveau actuel des coûts commerciaux dans l'attente des résultats des études en cours menées par la CRE dont nous comprenons qu'elles pourraient conduire à le réviser à la hausse.

Question 10 : La méthodologie retenue par la CRE vous semble-t-elle adaptée pour

mettre à jour la composante de rémunération « risques » ? Des éléments particuliers survenus depuis mai 2023 seraient-ils de nature à remettre en question cette méthode ?

Pour la FNME-CGT, nous sommes contre l'intégration d'un critère risque quel que soit sa nature, que l'on fait supporter au final à l'utilisateur. Cette composante de rémunération doit être supportée par l'ensemble des acheteurs et revendeurs, et cela se prouve particulièrement depuis mai 2023, et profite bien de la conjoncture.

Question 11 : Avez-vous des remarques sur la proposition de la CRE d'intégrer l'année 2023 dans l'historique permettant de dimensionner la composante du risque du PRVG ?

Oui, pour la FNME-CGT, nous sommes favorables à l'intégration de l'année 2023 à l'historique de calcul de la composante « risques » qui se traduirait par la révision à la baisse de cette brique de coût.

Nous aurions souhaité que la CRE communique davantage sur les raisons de cette baisse dans le cadre du document de consultation. Nous supposons qu'elle est principalement liée à la baisse des prix du gaz sur le marché spot qui servent à valoriser les écarts de consommation dus à la thermo-sensibilité, ou les risques volume.

Question 12 : À terme, partagez-vous l'intérêt d'un calcul probabiliste similaire à celui effectué dans le cadre des TRVE ?

Question 13 : Faut-il mettre à jour annuellement les hypothèses de consommations sous-jacentes à la construction du PRVG ? Le cas échéant, à quelle fréquence ?

Les consommations de gaz ont marqué un retrait de -13% (hors production électrique) entre 2021 et 2023, en rupture avec les tendances historiques dans un contexte de crise. Une part significative de cette baisse pourrait être liée aux actions de sobriété et d'efficacité énergétique qui affectent les consommations unitaires. Pour la FNME-CGT, une actualisation régulière des hypothèses de consommation serait donc souhaitable : une fréquence annuelle nous apparaît pertinente.

Question 14 : La répartition entre coûts fixes et coûts variables des coûts commerciaux devrait-elle être revue ? La méthode proposée par la CRE vous semble-t-elle pertinente ?

Question 15 : Quels éléments pourraient justifier une différence de niveau des coûts commerciaux entre deux consommateurs de part et d'autre du « seuil technique » de « consommation annuelle de référence » (CAR) de 4 MWh ?

Question 16 : La proposition de la CRE d'inclure les coûts de transport et de stockage dans la part « variable » dans le cadre de la construction d'une « grille tarifaire » PRVG vous semble-t-elle pertinente ?

Oui, pour la FNME-CGT, nous sommes favorables au maintien des coûts de transport et de stockage dans la part variable.

Il s'agit en réalité de coûts essentiellement fixes pour le fournisseur : ils dépendent de la consommation annuelle de référence (taille du compteur), non pas des volumes effectivement consommés. En cohérence avec le principe selon lequel les prix payés par les usagers doivent refléter les coûts qu'ils génèrent, ces coûts devraient se retrouver dans la part fixe.

Néanmoins, du fait de catégories tarifaires très larges, regroupant différentes typologies d'usagers, ce principe ne peut être appliqué par catégorie sans léser les petits clients chauffage en leur faisant payer un abonnement plus élevé que les coûts fixes qu'ils génèrent, ce qui va à l'encontre de l'objectif poursuivi.

Des travaux pourraient être conduits par la CRE pour affiner les catégories et seuils de la grille. Le fait que les infrastructures demeureront nécessaires malgré la baisse prévue des consommations devrait naturellement se refléter dans les prix par une hausse en proportion de la part fixe.

Question 17 : Considérez-vous, au contraire, qu'une portion de ces coûts doit être incluse dans la part « abonnement » ? Si oui, quelle part et pourquoi ?

Question 18 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la pertinence de construire une « grille tarifaire » reflétant l'empilement des coûts ?

Oui, pour la FNME-CGT, nous partageons l'objectif de la CRE consistant à rapprocher le PRVG relatif à chaque catégorie d'usagers du coût qu'elle génère sur le système. La méthode par empilement des coûts permet de s'assurer de la couverture des coûts pour chaque catégorie tarifaire et présente en outre l'intérêt de s'inscrire dans la continuité de celle qui était utilisée pour la fixation du TRVG.

Question 19 : Y a-t-il d'autres composantes de coûts au sein du PRVG dont la structure vous paraîtrait mal reflétée par le PRVG ?

Question 20 : La notion « d'effet de seuil » entre-t-elle en jeu dans la construction des offres de marché ? Le cas échéant, quel barème appliquer aux consommateurs dont la CAR se situe proche du seuil économique de vos grilles tarifaires ?

Question 21 : Quelle grille de PRVG proposée par la CRE vous semble la plus adaptée, et pourquoi ?

Pour la FNME-CGT, nous estimons que la grille par empilement des coûts est la plus adaptée.

La grille PRVG par empilement des coûts présente l'avantage d'être plus favorable pour les petits consommateurs « Chauffage » et les consommateurs « Cuisson/Eau Chaude », tout en répondant à l'objectif de couverture des coûts.

La grille présentée en 5.3, qui vise prioritairement à maîtriser l'effet de seuil, présente des effets trop marqués (à la hausse comme à la baisse) sur les usagers « Cuisson/Eau Chaude » et se traduit par une hausse relative de facture des petits usagers « Chauffage ».

Question 22 : Ce calendrier vous paraît-il raisonnable ?

Oui, pour la FNME-CGT le calendrier nous semble raisonnable. Il s'adapte pour permettre aux fournisseurs le souhaitant de faire évoluer leur stratégie d'approvisionnement pour répliquer la composante coûts d'approvisionnement sans retarder les évolutions liées à la structure et au niveau du PRVG.

Question 23 : Considérez-vous utile de maintenir la publication d'une fourchette de PRVG ? Partagez-vous l'intérêt de clarifier la dénomination des bornes de la fourchette ? Le cas échéant, quelle dénomination vous semblerait pertinente ?

Pour la FNME-CGT, nous sommes favorables au maintien de la publication d'une fourchette de prix en précisant simplement dans le cadre de la publication que les bornes de cette fourchette reflètent la distance des points de consommation au réseau de transport principal et les différences de températures locales.

Question 24 : Avez-vous d'autres commentaires ?